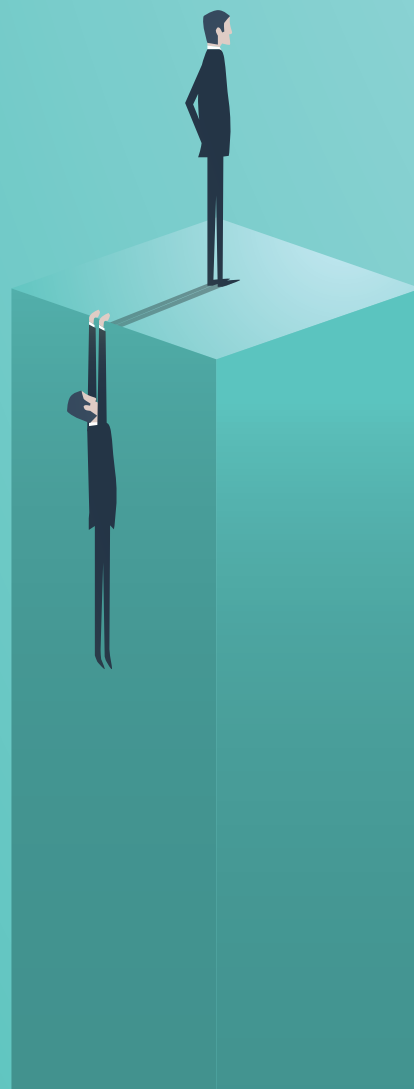


# Perdus



## Editorial



« La moitié des hommes politiques sont des bons à rien. Les autres sont prêts à tout » Coluche

En lançant l'Observatoire en Campagne, nous avons l'ambition de recenser et d'analyser les crises et leurs évolutions dans la société française dans un contexte pré-électoral. Quel ne fut pas notre étonnement de constater à quel point le mot crise avait perdu de son sens. Fréquemment synonyme d'affaires, de rumeurs, son usage est resté discret dès lors qu'on s'approchait de sujets sociétaux ou des bouleversements politiques. A la veille des élections qui permettront aux Français de choisir celui qui incarnera la France pour les cinq prochaines années, le pays n'a jamais été autant absent des enjeux mondiaux. C'est à croire qu'il suffirait de magouilles, de « dérapages », de rumeurs pour nous faire oublier notre vocation sur la scène internationale, et la mission de la République auprès de ses enfants. La troisième puissance nucléaire mondiale peut-elle se complaire dans la trivialité politique ?

A l'heure où les conflits armés touchent impunément des populations civiles, souvent fragilisées par la famine, des candidats font le marketing de la misère et certains en appellent au refus de l'Autre.

La seule possibilité d'un duel Le Pen-Mélenchon alors absolument impensable il y a seulement cinq ans est le résultat d'un terreau longuement mûri aux idées extrêmes, qui ont permis l'inscription dans le débat public de termes clivants comme civilisation, quelle qu'en soit son interprétation. Il n'est donc guère étonnant que 67% des Français en arrivent à dire que « la campagne leur fait d'abord ressentir de la déception, du dégoût ou de la colère<sup>1</sup> ».

Que reste-t-il des campagnes des premières élections présidentielles de la Vème République, jadis axées sur les programmes et les visions de l'avenir national ? Il ne reste de l'idéologie que des prises de position quotidiennes et mouvantes au gré des sondages, ces pseudo-prophètes. Ainsi, un ensemble hétérogène de plus en plus consensuel de politiques s'enferme dans la référence au Général de Gaulle pour appuyer leurs idées, aussi divergentes soient-elles, ce qui aboutit à un nouveau point Godwin (page 8).

Cette campagne inédite, hors sujet (page 6) est sans

Natalie Maroun

doute le symptôme d'une crise institutionnelle profonde (page 2) : les polémiques incessantes en sont la preuve. Faut-il alors s'étonner dans un contexte d'illégitimité représentative de l'exaspération qui fait ressortir une tendance qui se cristallise : une classe politique « nulle » qui inspire un vote « nul<sup>2</sup> ».

La démocratie est une chose trop grave pour être confiée aux politiciens.

Natalie Maroun

1. Enquête IPSOS en date de 12 avril

2. C'est ainsi que nous comprendrons cette estimation de l'IFOP selon laquelle 40% des Français voteraient blanc si ce vote était considéré comme exprimé.

## Sommaire

*De quoi la crise institutionnelle est-elle le symptôme ?* **2**

*La présidentielle de 2017 a-t-elle perdu la tête ? train de perdre la tête ?* **6**

*Le point G des politiques* **8**

*La crise oubliée : une campagne sans agriculture* **10**

*Le mot du moment* **12**

L'Observatoire en campagne  
Magazine de la communication de crise et sensible  
Edité par l'Observatoire International des Crises  
Avec la collaboration du cabinet Heiderich  
©2017

Rédaction  
Directrice de la rédaction : Natalie Maroun  
Rédacteurs : Nathan Cahn, Florian Demmel,  
Noémie Maurand, Johnny Maroun

# *De quoi la crise institutionnelle est-elle le symptôme ?*



« *Ah que la République était belle sous l'Empire* » déclarait le vice-président des Droits de l'Homme et républicain déçu Alphonse Aulard en 1885.

Ces mots frémissent tendrement à l'oreille de certains de nos concitoyens lassés par un système institutionnel dont ils ne cessent de se plaindre pour une large majorité d'entre eux.

40% des électeurs potentiels du 23 avril 2017 auraient possiblement voté blanc, si celui-ci était reconnu dans les suffrages exprimés. Cette récente enquête de l'IFOP n'est qu'un énième écho des nombreuses études sociologiques qui traduisent un malaise profond et pérenne des Français envers leurs institutions, dont la croissance demande à être caractérisée.

Nos institutions sont basées sur la Constitution de 1958 que ses fondateurs souhaitaient émancipée de la République des partis et affranchir le Président des querelles de « politiciens ». S'il apparaît aujourd'hui que ces orientations sont dévoyées (lire l'article « le délitement de la fonction présidentielle » de l'Observatoire en Campagne n°4), ce fonctionnement actuel de notre système politique aboutit à une défiance, plus qu'un mécontentement, du peuple dont il est censé être l'émanation.

Cette défiance majoritaire semble être animée par la nostalgie du sens originel de l'organisation institutionnelle du pays, à rappeler un Etat dont la continuité est assurée par un Président au

pouvoir souverain d'arbitre au-dessus de la mêlée politique. Un Président qui n'est pas le représentant d'un camp mais celui de l'ensemble des Français. Un Président dont la stature extraordinaire est érigée presque au même rang que celui d'un sauveur, bienveillant et omnipotent.

Ainsi peut-on comprendre cette enquête Elabe de février 2016 qui indique que 78% des Français pourraient opter pour un candidat qui ne serait ni issu ni soutenu par un parti politique.

L'enquête de l'IPSOS « *Les Français, la démocratie et ses alternatives* », en date de novembre 2016, constate que 77 % des personnes interrogées estiment que « *le système démocratique fonctionne en France de moins en moins bien* ». Le Monde analyse « *un constat partagé par tous les électors quels que soient l'âge, le milieu social, le niveau d'études ou l'orientation politique* ».

L'ensemble de ces études décrit l'essor de quatre velléités institutionnelles différentes : la plus faible étant le système actuel de démocratie représentative. Suivent celui du retour à un régime autoritaire (dont certaines enquêtes estiment sa complaisance populaire à hauteur de 40%), celui d'une démocratie participative dans laquelle les citoyens ont beaucoup plus de poids direct sur l'orientation politique et législative de la Nation, et enfin celui d'une technocratie dans laquelle les véritables experts exercent le pouvoir dans les domaines qui les concernent pour des

réformes nécessaires bien que potentiellement impopulaires. Ces deux derniers points sont vus comme les deux vraies alternatives crédibles à la démocratie représentative telle qu'on l'a connaît aujourd'hui.

Dans ce sens, et à l'inverse de feu Winston Churchill, 43 % des personnes interrogées qui considèrent que « *la démocratie ne fonctionne pas bien* », pensent que « *d'autres systèmes sont aussi bons que la démocratie* ».

Il en ressort la cristallisation d'une ringardisation de notre système parlementaire actuel. Les récentes énièmes preuves de fractures entre le peuple et ses élus nationaux (étudiées dans « La crise de la représentativité » de l'Observatoire en Campagne n°4) en sont d'ailleurs une explication factuelle.

Une véritable défiance donc, dont les explications et leurs interprétations sont nombreuses. Celle qui se veut la plus consensuelle exprime une déviation perpétuelle bien qu'épisodique par le droit constitutionnel des prérogatives d'un « système » institué. Ce qui paraît tout à fait logique dans la mesure où les députés font les lois. Ce « système » est politiquement marqué par le clivage « gauche / droite », c'est-à-dire socialistes / gaullistes.

Dans le flot des exemples, citons notamment le système du scrutin uninominal majoritaire pour les élections législatives, qui favorise la répartition majoritaire des sièges du Parlement entre les représentants des partis de ces deux courants traditionnels. Ce qui n'est en soit pas du tout représentatif de la répartition réelle des idées politiques de tous les électeurs, qui plus est si on prend en compte l'abstention volontaire et les votants blancs. L'abstention est d'ailleurs très révélatrice de cette désapprobation populaire : la seule élection législative à répartition semi-proportionnelle a suscité une forte baisse de l'abstention (de 30 à 21%), avant de remonter lors du scrutin suivant (de 21 à 35%).

D'autres éléments ont par leur nature un fort potentiel à choquer la population.

Si les récentes révélations de la presse ont fait la lumière sur les privilèges financiers exceptionnels des élus nationaux, n'oublions pas la possibilité de cumuler les mandats.

Philippe Poutou a également rappelé lors du

débat entre tous les candidats le 4 avril les immunités parlementaires à travers l'image de l'absence d'« *immunité ouvrière* ».

Les principaux représentants politiques font aussi l'objet d'une critique répétée depuis maintenant plusieurs décennies : ils seraient en grande partie issus d'une même institution qui a elle seule représente la dissimilitude entre l'élite et le peuple : l'ENA. En outre, on reproche à cette institution d'être trop technocratique, de former des communicants hauts fonctionnaires de l'administration plus que de véritables experts dans les secteurs d'activités. Cette absence de personnes « du terrain » dans les orientations des politiques publiques est un autre aspect de la crise de la représentativité telle que ressentie en France.

Le paroxysme de cette vision des institutions comme gérées par des technocrates non seulement déconnectés de la réalité du terrain mais aussi uniquement préoccupés par leurs propres intérêts est située dans celles de l'Union Européenne, qui suscitent une farouche opposition de plus en plus consensuelle au sein des partis dits anti-systèmes.

Historiquement, nous pouvons dater les prémises de la concrétisation d'un « ras-le bol » populaire à la pseudo-candidature de Coluche en 1981, qui avait pour but de rassembler l'ensemble des gens déçus, désespérés, ou simplement désintéressés par les politiques qu'ils considéraient déjà à l'époque comme « *tous pourris* ». Résultat : 16% d'intentions de vote, une pagaille dans les milieux politico-intellectuels, une censure et des pressions tacites presque assumées.

Au final, l'humoriste a recueilli deux promesses de parrainages. Sur plus de 44.000 grands électeurs. Quand bien même il canalisa une part de la vindicte populaire dès lors abandonnée.

Cela met en lumière un autre aspect de ce « système » qui tendrait à favoriser l'entre-soi : les conditions initiales à la candidature à l'élection présidentielle sous la Vème République imposaient la validation par une centaine de grands électeurs du caractère uniquement sérieux de la candidature. Cela pour empêcher qu'un « *clown* » puisse se présenter à l'élection présidentielle comme l'imaginait De Gaulle. En aucun cas donc ce « parrainage » était un acte politique. Il

s'agissait en fait d'un simple garde-fou.

Mais cette législation s'est pervertie et est très vite devenue une interprétation politique. Nous sommes passés de 100 à 500 parrains nécessaires à la candidature en 1974, puis tout récemment, quelques mois avant l'élection présidentielle dans laquelle il y aura eu le plus de candidats déclarés (une centaine), les conditions ont été encore plus renforcées : les parrains sont rendus publics, et les chiffres sont mis à jour six fois pendant les trois seules semaines où le Conseil constitutionnel accepte ce processus. Autant dire que rien n'est fait pour favoriser l'avènement de candidats avec de vraies idées nouvelles mais sans budget, comme l'atteste par ailleurs l'abstentionnisme exemplaire des 70% des élus qui n'ont parrainé absolument personne. Enfin, notons qu'un(e) candidat(e) peut obtenir autant de parrainages qu'il/elle le souhaite, il est donc d'usage que les candidats des deux grands partis traditionnels de la Vème République obtiennent la moitié de l'ensemble des parrainages, sachant qu'1 élu local = 1 voix.

Hormis les candidats ayant un réseau de maires solide, ou ayant un budget considérable, cela laisse donc peu de place pour des projets certes atypiques mais qui pourraient susciter un engouement certain de la part de l'électorat. Outre le cas de Coluche, citons tout récemment le candidat du parti « Citoyens du Vote Blanc », Stéphane Guyot, qui dans un sondage IFOP en date de décembre 2016 était crédité de 14,5% d'intentions de vote au 1er tour de l'élection s'il parvenait à être candidat. Il a obtenu 9 parrainages ... pour 4 à 5 millions d'électeurs potentiels. Il en ressort donc un système où un premier vote est effectué par des grands électeurs pour dégager un certain nombre de candidats gracieusement adoubés.

Enfin, les heureux élus ayant obtenus le Graal des parrainages suffisants avaient traditionnellement l'habitude d'être appelés des « petits candidats » mais obtenaient au moins ce que requiert le minimum d'une démocratie, à savoir l'égalité de temps de parole dans les médias lors de la période officielle de campagne. Depuis 2017, on ne parle plus « d'égalité » mais « d'équité » de temps de parole, une équité qui est soumise au poids des candidats d'après les sondages. Ces

mêmes sondages qui différencient les « petits » des « grands » candidats.

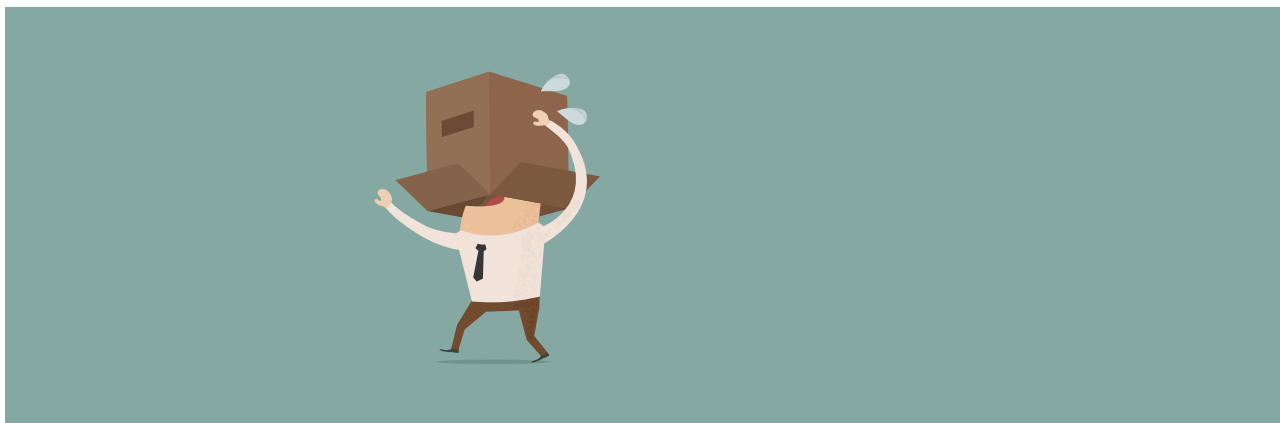
De cette idée de délitement du caractère direct entre le citoyen et sa Constitution l'on pourrait objecter plusieurs facteurs : Citons les plus récents : la Question Prioritaire de Constitutionnalité et le référendum d'initiative partagée de 2008, la reconnaissance du vote blanc de 2014. Les deux premiers points font partie de la réforme constitutionnelle souhaitée par Nicolas Sarkozy. Mais la complexité de ces deux mesures les rend difficilement compréhensibles pour le commun des citoyens, donc quelque peu caduque. Le référendum d'initiative partagée a tellement de garde-fous que son effectivité n'est pas envisageable. Il s'agit donc bien là de camouflés de démocratie semi-directe.

La reconnaissance du vote blanc, souhaitée d'après de récentes études par une moyenne en constante hausse aux alentours de 85% des Français, a été votée en 2014 mais ne fait que différencier le vote blanc des votes nuls ... dans les suffrages non exprimés. En somme, on ne jette désormais plus les votes blancs et les votes nuls dans une même poubelle, mais dans deux. La liste des objections sur ces mesures prétendant le rapprochement du pouvoir au citoyen est longue, et pourrait témoigner principalement d'un effet d'annonce, uniquement donc à portée médiatique.

On est ainsi, encore une fois, très loin de l'idéal du fondateur de la Vème République, qui en plus de ce personnage souverain au dessus des contingences sociales, se rapproche de l'idée de la démocratie directe, celle du contact immédiat avec le citoyen. L'allocation du 6 janvier 1961 est, à cet égard, une illustration : « *Vous le savez, c'est à moi que vous allez répondre... J'ai besoin, oui, j'ai besoin ! de savoir ce qu'il en est dans les esprits et dans les cœurs. C'est pour quoi je me tourne vers vous par dessus tous les intermédiaires. En vérité : qui ne le sait ? L'affaire est entre chacune de vous, chacun de vous, et moi-même* ».

F.D.

# La présidentielle de 2017 a-t-elle perdu la tête ?



Mais qu'arrive-t-il à cette campagne ? Les dernières éditions de l'émission « On n'est pas couché » sur France 2 sonnent comme une caisse de résonance d'agressivité. Philippe Poutou qui accuse Laurent Ruquier de se moquer des travailleurs, Jean Lassalle qui considère que la rédaction de l'émission est affligeante, Florian Philippot qui accuse à demi-mot le chroniqueur Yann Moix d'être antisémite ... Certaines digues semblent avoir cédé au regard de l'ambiance qui avait été celle de l'élection présidentielle de 2012.

Premièrement, ceux qu'on appelle de manière un peu brutale « les petits candidats » semblent être rentrés dans un cercle de paranoïa, quant au temps de parole accordé. Un sentiment caractérisé par le départ du plateau du JT du 20h de TF1 de Nicolas Dupont Aignan, qui voulait alors dénoncer son absence du premier grand débat de la campagne sur TF1. Ou encore François Asselineau, qui évoque dans ses discours un verrouillage médiatique, orchestré par l'oligarchie au pouvoir. Une forme de complotisme, qui, plus étonnant sera plus étonnant, est également partagé par François Fillon. Ce dernier a assimilé les révélations du *Canard Enchaîné* sur le *PenelopeGate* à une forme de cabale politique manigancée par le pouvoir en place.

Deuxièmement, la radicalité des programmes. Fait politique très nouveau, cette élection

regroupe cinq candidats dits « souverainistes » : Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Jacques Cheminade et François Asselineau. La fracture semble à présent se positionner sur la question européenne, qui cristallise les débats comme jamais auparavant. La proposition électorale en 2012 de Nicolas Sarkozy de suspendre temporairement l'espace Schengen avait choqué plus d'un électeur à l'époque. Cependant à l'heure du Brexit et de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, ce type de mesure ne semble pas avoir le même effet « épouvantail » qu'auparavant.

Troisièmement la question de l'argent. Cette problématique semble considérablement cliver l'ambiance générale de cette campagne, au point d'en devenir un tabou : « *On ne parle pas comme un boutiquier à essayer de se comparer à qui gagne plus de pognon que (soi) [...] Ce n'est pas possible, je vous jure, c'est inaudible !* » avait crié la journaliste Isabelle Saporta, toujours sur le plateau de Laurent Ruquier, à Hervé Mariton, député Les Républicains (LR) de la Drôme, qui laissait alors entendre que 5.000 euros de salaire pour un député n'est pas une rémunération suffisante. Une rhétorique qui avait été également employée par le candidat François Fillon, qui avait affirmé au micro de Jean-Jacques Bourdin que malgré ses 275.000 euros perçus en 2016, il ne réussissait pas à mettre de l'argent de côté. Ou encore Laurent Wauquiez,

le président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, qui avait demandé une augmentation de ses indemnités pour ne pas avoir à « dormir dans sa voiture » d'après son entourage (malgré son indemnité de 8231 euros brut cumulée à son salaire de député). Ces propos sont d'autant plus inaudibles que le salaire moyen est d'approximativement 2.200 euros et que beaucoup de Français se plaignent de fins de mois difficiles (cf article « qu'est-ce que la pauvreté » de l'Observatoire en Campagne n°4).

Quatrièmement, situation unique dans l'histoire de la Vème République, le candidat sortant n'est pas dans la course à l'Élysée. Un vide qui permet un relâchement généralisé du discours électoraliste. La défense du dernier bilan présidentiel n'étant alors assumée par aucun candidat, et les anciens Ministres Macron et Hamon (ce dernier étant même le représentant de la majorité sortante) cherchent à s'en défaire. Il semblerait que l'affiliation à un cabinet hollandais soit un trop lourd fardeau. Lors d'un meeting à Ajaccio, François Fillon avait alors déclaré au sujet d'Emmanuel Macron : « *Emmanuel Macron n'a rien du renouveau mais tout de l'Ancien Régime. On a beau vouloir habiller complaisamment sa candidature de quelques plumes de l'Aigle, elle ne réussit pas à quitter la basse-cour socialiste* ». Ne l'a-t-il d'ailleurs pas appelé « *Emmanuel Hollande* » ? Un angle d'attaque également utilisé par Marine Le Pen, qui avait qualifié le candidat d'En Marche, de continuateur de la « *Hollandie* ».

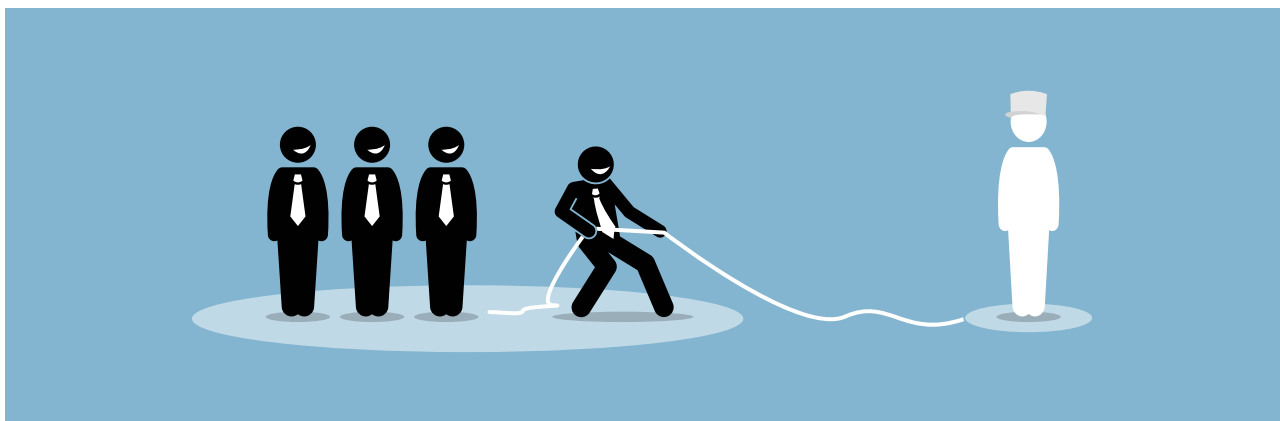
Enfin, s'il y a bien un phénomène qui caractérise cette campagne c'est bel et bien l'absence chronique de loyauté. Situation inédite, le candidat de la majorité sortante ne parvient pas de rassembler son propre camp, et la large dissipation du Gouvernement en est un symptôme criant. Une trahison politique, qui est même en grande partie l'apanage des plus hautes sphères de l'exécutif en place. De l'ancien Premier ministre Manuel Valls qui refuse de soutenir Benoit Hamon, en passant par d'éminents membres du gouvernement comme Jean-Yves Le Drian, qui ont préféré soutenir la candidature Macron. Même François Hollande n'a pas apporté son soutien

au candidat socialiste alors que Jacques Chirac, malgré son animosité de notoriété publique à l'égard de Nicolas Sarkozy, avait appelé à voter pour le représentant UMP à la présidentielle de 2007. Situation similaire du côté de François Fillon, dont une grande partie de l'équipe de campagne s'est liquéfiée, de Bruno Le Maire en passant par Thierry Solère, suite à sa mise en examen pour l'emploi présumé fictif de son épouse.

Cette élection présidentielle ne ressemble décidément à aucune autre. Un mélange d'agressivité et de bizarreries, qui fera le plaisir des historiens des décennies à venir.

N.C.

## Le point G des politiques



S'il est bien une théorie relativement jeune qui a très vite connu un succès dans les milieux intellectuels français, c'est bien celle de l'avocat américain Mike Godwin. Le « point Godwin », qui pour bref rappel décrit un échange de points de vue divergents dans lequel la référence à Hitler et/ou le régime nazi sert de parallèle à la position de l'adversaire pour la discréditer de façon ultime. D'un point de vue sémantique, le terme « point » ici employé se réfère à son homologue anglais pour lequel il désigne notamment un argument.

C'est en parallèle à cette théorie que nous avons voulu analyser une autre référence quasi-systématique comme justification ultime de politiques de plus en plus larges : le Général de Gaulle.

Parmi les descriptions élogieuses et démesurées, quasi-mythiques pour qualifier celui qui fut déjà en son temps considéré comme « *le plus illustre des Français* » par le Président de la République : sauveur de la France, père spirituel de la Constitution de la Vème République, l'émanation personnifiée du peuple ; il en existe pléthore.

Comme tout mythe, le temps forge sa légende. Autrefois ouvertement contesté sans complexe, les politiques critiquant l'œuvre et l'héritage du grand Charles se font de plus en plus rares, ce malgré des déclarations et erreurs qui aujourd'hui lui seraient passibles de condamnations judiciaires et autres apostrophes médiatiques : ainsi, l'appel au personnage en est devenu un

argument d'autorité incontestable.

Lors d'une interview sur TF1 début 2017, François Fillon se déclarait « *gaulliste et catholique* », version apocryphe du Gaullisme. Comme si l'héritage du Général de la Vème République était l'un de ses marqueurs politiques principaux. Comme le rappelle Emmanuel Maurel dans les colonnes du journal *L'Opinion*, François Fillon avait abondamment cité de Gaulle pendant la primaire de la droite, mais s'autocensure depuis son fameux « *imagine-t-on le Général mis en examen ?* », qui ne lui a pas porté chance. Il faut dire que l'ancien Premier ministre Manuel Valls avait déclaré « *Vous imaginez le général de Gaulle employant Tante Yvonne ?* » en référence à l'affaire dite du *PenelopeGate*, après que le chef d'Europe Ecologie-Les Verts, Yannick Jadot, ait ouvert le bal en affirmant : « *Vous imaginez Mme de Gaulle accepter un contrat d'emploi fictif ?* ».

Emmanuel Macron de son côté, avait même osé une version de De Gaulle ressuscité en déclarant dans un meeting à Lyon le 4 février dernier : « *De Gaulle, c'est moi ; la République, c'est moi* ». Ce dernier étant conforté dans la cohérence de cette affiliation par son ancrage ni gauche, ni droite, revendiquée alors par le premier Président de la Vème République. « En Marche », un mouvement qui se veut au-dessus des appareils politiques, se verrait alors comme ancré historiquement dans la lignée du discours de Bayeux de 1946, qui fustigeait alors la « *République des partis* ».



En termes économique, Marine Le Pen affirme vouloir revenir au modèle d'Etat stratège et au protectionnisme en vigueur sous de Gaulle et Pompidou. Alors que l'homme de l'appel 18 juin s'était attaché à l'idée de la souveraineté de la Nation sur ses marchés, sa monnaie et sa législation, la candidate frontiste revendique ces mêmes préoccupations. Lors d'un meeting à Lyon début février, elle avait également cité le Général dans son discours, en explicitant l'une de ses citations de ses "Mémoires de guerre" : « *Face aux grands périls, le salut n'est que dans la grandeur* ». Mais au-delà de cette façade, le FN, dont le fondateur, Jean-Marie Le Pen déclarait « *Le Général De Gaulle était-il plus courageux que ne l'était le Maréchal en zone occupée ?* » reste cependant ambiguë sur le Général à qui Marine Le Pen reprochait encore récemment le « *comportement coupable* » pendant la Guerre d'Algérie.

François Asselineau, Nicolas Dupont Aignan et Jacques Cheminade se revendiquent également de cette figure. Leur combat contre l'Union européenne et l'OTAN trouvant un écho dans la « *politique de la chaise vide* » du Général lors de la Communauté économique européenne (CEE) et dans son retrait de la France du commandement intégré de l'Alliance Atlantique en 1966.

Pour le politologue Thomas Guénolé, interrogé par le média 20Minutes.fr, « *chaque bord politique en prend le bout qui l'arrange* ». Cette situation étant favorisée selon lui par le fait qu'il est le dernier « *mythe national* » français, et que son « *existentialisme* » est devenu l'incarnation même de la République française.

Ici se situe le point essentiel de notre remise en cause à cette référence de plus en plus systématique, encore plus marquée à droite : le contexte politico-social dans lequel prospérait M. De Gaulle (le simple aspect non naturel d'associer « Monsieur » à De Gaulle dépeint bien cette sacralisation dépersonnifiée du personnage) est très différent de celui dans lequel on vit, et absolument rien ne permet à quiconque de présager ce que le Général aurait pensé de cette situation.

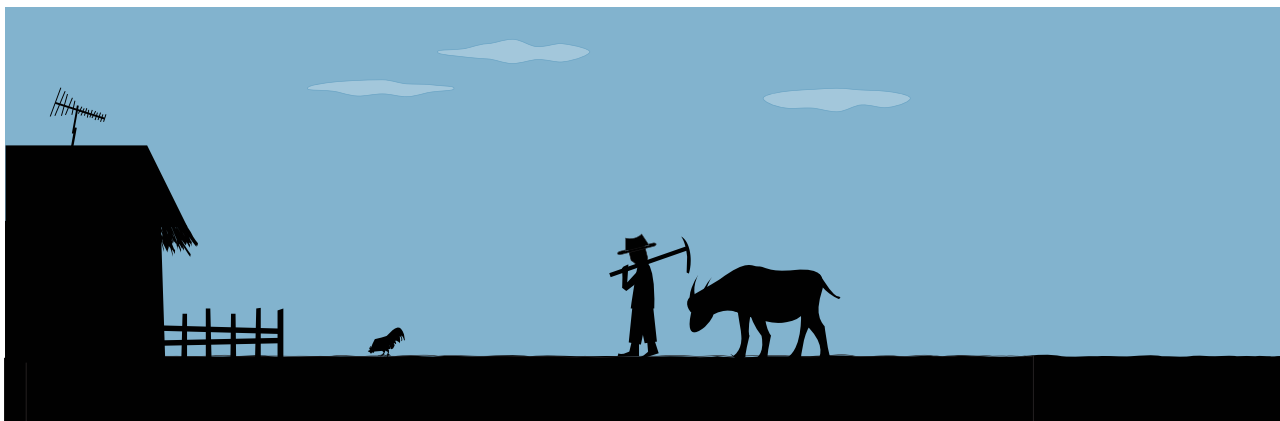
D'autant plus qu'il peut paraître malsain que la référence à De Gaulle soit si souvent associée à des personnes dont les positions réactionnaires sont assumées. Conjugué à toutes les sauces anti-multiculturalistes, nationalistes, ses pseudos-ventriloques oublient d'innombrables déclarations comme celle de Mexico de 1964 dans laquelle il estimait que « *le fait qui dominera le futur c'est l'unité de notre univers. Une cause, celle de l'homme ; une nécessité, celle du progrès mondial et, par conséquent, de l'aide à tous les pays qui la souhaitent pour leur développement ; un devoir, celui de la paix, sont, pour notre espèce, les conditions mêmes de la vie* ». N'est-ce pas le lillois lui-même qui prédisait dans une conférence de presse en 1963 qu'« *il ne faut pas s'attendre, bien sûr, à ce que les professionnels de la nostalgie, du dénigrement, de l'aigreur renoncent, tout au moins pour le moment, à suer le fiel, à cracher la bile et à lâcher le vinaigre* » ?

Avec la tentative d'appropriation par la nouvelle figure de l'extrême-droite française, ce nationalisme dédiable, incarné par Florian Philippot, le risque que l'héritage de tout ce que représentait réellement le réformateur de 1958 soit profané est préoccupant. Tout comme elle est parvenue à le faire pour l'image de Jeanne d'Arc, ou pour le sens réel du terme « *patriote* », cette appropriation outragerait véritablement l'héritage de cette si grande personnalité si elle était achevée.

Dès lors, il convient de se demander : faut-il se laisser voler la mémoire et l'honneur d'un joyau patrimonial de la Nation ? Que penser des propres prédilections du « Grand Charles » à Foccart en 1966, quand il prévenait « *ne vous laissez pas faire par ces zigotos qui se prétendent gaullistes* » ?

F.D., N.C.

# La crise oubliée : une campagne sans agriculture



Le 24 février 2017, la Tribune publiait un article intitulé : « *Crise agricole : la France peut-elle se passer de paysans ?* ». Un titre cinglant, qui montre la marginalisation de la filière. Alors que le rapport de la Santé publique de France et de la Mutualité sociale agricole, publié en 2016, estimait que tous les trois jours, un agriculteur se suicidait en France, et la situation est critique pour cette corporation, comment expliquer qu'elle se sente délaissée en période d'élection ?

Le président de l'Association Jeunes Agriculteurs, Jérémy Decerle, a publié le 10 janvier 2017 un manifeste intitulé « *Pour une ambition agricole française qui défende un modèle agricole de type familial* », qui s'insurge contre le manque de porte-voix de la cause agricole dans la campagne présidentielle de 2017, demeurant une crise du leadership dans le monde agricole. Une vision similaire, partagée par Christiane Lambert, la successeur de Xavier Beulin à la tête de la FNSEA, avait regretté que l'agriculture ait été peu et mal traitée lors du débat télévisé entre les principaux candidats à la présidentielle sur TF1. À l'instar de Bernard Malabirade, président de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA), qui avait déclaré vouloir « *imposer l'agriculture dans le débat présidentiel* ». Le président du Salon de l'agriculture avait quant à lui, déploré que : « *Pas un candidat n'est venu nous dire : « Voilà ma vision pour l'agriculture, la production,*

*l'exportation, la fiscalité* ». Un mécontentement partagé par Ségolène Royal. La Ministre de l'Écologie avait alors souhaité rappeler aux candidats que « *la question agricole doit être intégrée à la question globale de la société, parce que l'alimentation, c'est un sujet crucial* ».

Pourtant, sept des candidats à la présidentielle s'étaient par exemple déplacés à Brest le 30 mars dernier auprès du Conseil de l'agriculture français, pour y défendre leurs propositions en la matière. François Fillon y avait affirmé qu'il fallait « *arrêter d'emmerder les agriculteurs* » qui cumulent « *les difficultés : crises sanitaires, accidents climatiques, prix extrêmement fluctuants et beaucoup trop bas pour couvrir [les] coûts* ». Emmanuel Macron avait même proposé dans sa rhétorique emphatique un véritable « *Plan Marshall de l'agriculture* ». Quant à Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan, ils avaient évidemment attaqué la Politique Agricole Commune (PAC), coupable selon eux de tous les maux. Marine Le Pen avait même profité de sa présence en terre bretonne, pour tenir un meeting à Trinité-Porhoët, afin de rendre hommage « *aux valeureux agriculteurs* », que la droite comme la gauche auraient abandonnés. Excepté Jean-Luc Mélenchon, la majorité des candidats s'est rendue au célèbre salon Porte de Versailles pour aller à la rencontre, certes calculée et électoraliste, des éleveurs.

Leurs programmes ne sont également pas en

reste sur la question. Emmanuel Macron propose cinq milliards d'euros pour moderniser la filière. Benoit Hamon suggère de défendre l'accès aux soins et des droits sociaux des agriculteurs face aux géants de la grande distribution. Marine Le Pen souhaite un patriotisme économique pour promouvoir les exportations agricoles françaises. Jean Luc-Mélenchon veut se concentrer sur l'importance des « circuits-courts » et sur l'agriculture « bio », pour sauver le secteur de la mondialisation. Enfin, un chapitre entier du programme de François Fillon est dédié sur le sujet, notamment en réformant le droit de la concurrence.

De ces propositions, qui laissent figurer des mesures d'annonce plus que de réels plans pour l'agriculture et ses filiales connexes, il apparaît une fin de non-recevoir du vrai problème qui touche cette filière : l'approche globale caractéristique de la gestion de crise de grande ampleur. Ce n'est pas en segmentant le problème qu'on arrive à l'appréhender dans sa globalité.

Mais comment expliquer alors un tel sentiment d'abandon ?

Selon Paolin Pascot, Président d'Agriconomie et de la Ferme digitale, en 2016 l'agriculture française aura connu l'une des périodes les plus noires de son histoire. Les pertes sur l'année se chiffrent à plusieurs milliards d'euros. Ceux qui en souffrent le plus sont les agriculteurs eux-mêmes : l'INSEE a ainsi indiqué que leurs revenus pourraient avoir chuté de 26% en 2016 alors qu'un tiers des agriculteurs gagne déjà moins de 400 euros par mois. 50% des exploitations agricoles françaises auraient disparu en 20 ans du fait que ces dernières ne pouvaient plus vivre de leur métier. Le Plan d'aide à l'agriculture annoncé par le gouvernement à l'automne 2016 étant considéré comme insuffisant par M. Pascot.

L'année 2016 avait déjà été émaillée par des manifestations sans précédent d'agriculteurs, ulcérés par leur situation. Notamment en raison de la fixation du prix de la viande de porc, dont la valeur d'achat par les grandes surfaces avait cristallisé le mécontentement des éleveurs concernés. Mais même si les coûts de

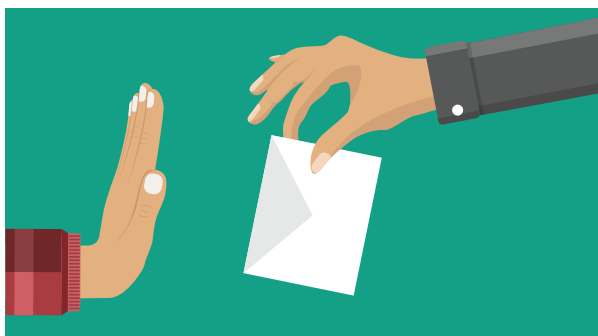
vente, tirés vers le bas par la guerre des prix dans la grande distribution, sont le nœud du problème, d'autres difficultés viennent s'y ajouter comme l'empilement des normes européennes et la multiplication des contrôles, la surproduction européenne dans le secteur du lait qui fait chuter les prix français ou encore l'embargo russe sur les produits alimentaires, confortant la nécessité de l'approche globale.

Les agriculteurs ont donc l'impression que malgré les gouvernements successifs, la situation continue de s'aggraver. Une pente descendante qui ne peut qu'entraîner une morosité appuyée parmi ce secteur. Un divorce donc consommé avec la sphère politique. À un détail près. Car si selon la dernière enquête Cevipof, 52% des agriculteurs sondés ont déclaré vouloir s'abstenir lors de la présidentielle de 2017, 35% seraient prêt à voter pour la candidate frontiste. Une situation inédite dans la Ve République, dans laquelle le candidat de la droite serait devancé par la représentante de l'extrême droite dans la population agricole.

N.C

---

## Le mot du moment : Abstention



Peur bleue des collèges électoraux, l'abstention semble être devenue la nouvelle bête noire des élections. Mais que signifie ce mot exactement ? Selon Le Larousse, il s'agit du fait de « *s'abstenir de faire quelque chose* » ou de ne pas participer à un vote lors d'une échéance électorale.

Une notion qu'il faut mettre en exergue avec celle du « vote blanc ». Soit l'idée d'une majorité silencieuse, désabusée par l'offre politique, mais qui reste sensibilisée et impliquée dans le débat public. Cependant le vote blanc est absolument à dissocier de l'abstention, dans la mesure où ses significations sont beaucoup plus homogènes que l'abstention. Ces suffrages sont pourtant qualifiés de « non exprimés » et ne permettent donc pas d'exercer une vraie pression sur les politiques qui se succèdent en répétant inlassablement les mêmes promesses démagogiques. Peut-être le moment de légiférer ?